

Développement économique: Le modèle «lémanique»



La performance économique de l'Arc lémanique de ces dernières années a surpris un bon nombre d'observateurs. Certains évoquent même l'idée d'un modèle «lémanique».

Qu'en est-il exactement ? Si l'on se base sur la théorie économique des «clusters» (pôle de compétences de Michael Porter, Professeur à Harvard), la région lémanique est caractérisée par au moins onze clusters (private banking, horlogerie, tourisme, nutrition, science, medical device, micromécanique, commodities trading, organisations internationales, parfum & arôme, biotech) et ne devrait donc pas performer selon les théoriciens des «clusters» par manque de synergie et de concentration des énergies. Un trop grand éparpillement des forces devrait, en principe, nuire à la région. Il n'en est rien !

Alors pourquoi ne pas se poser la question: et si au contraire, la performance des économies modernes était due à un

autre phénomène, celui du «spillover»? Ce dernier se définissant comme un débordement des compétences d'une entité vers une autre, c'est-à-dire la capacité d'entraînement, d'émulation et de copie produite par le débordement (le «spillover») des compétences. Si c'était donc la capacité d'échange, de réseautage, de stimulation réciproque de l'économie qui comptait dans les temps modernes, alors la région lémanique serait le modèle type d'une telle économie.

Cette hypothèse est séduisante. Elle pourrait en tous les cas expliquer l'essor de l'économie lémanique et également justifier tous les efforts entrepris dans le réseautage (Résonance, Forum des 100, Forum de Glion,...), dans l'échange des compétences (IMD, HEC Lausanne, formation continue,...), dans la collaboration intense de l'économie avec l'enseignement académique (EPFL, Universités, Hautes Ecoles, ...), dans les écoles privées de langue anglaise, dans la culture avec les grands rendez-vous (Montreux

Jazz festival, Ballet Béjart à Lausanne, Paléo Festival à Nyon,...), dans la médiatisation des «nouveaux héros» tels que Patrick Aebischer (EPFL), Daniel Borel (Logitech), Marc Burki (Swissquote), Bertrand Piccard (Solar Impulse) ou encore Ernesto Bertarelli (Serono-Alinghi), dans la mobilité professionnelle et territoriale de la population et bien sûr aussi grâce à l'implantation de grandes compagnies internationales comme Procter&Gamble, Medtronic, Yahoo, et des organisations internationales comme le CERN, l'ONU, l'OMC, le WEF, le WWF, le Comité Olympique, etc.

Ce mélange exceptionnel a fini par payer. Les individus se sont rencontrés, ont échangé leurs compétences, se sont mobilisés et ont créé un savoir de qualité performant.

On peut dire que sans doute cette liste de liens socio-économiques nouveaux est à la base des conditions cadres «atypiques» du modèle «lémanique». En même temps, on peut observer qu'il y a une correspondance entre ce modèle et les qualités urbaines développées par les «edges cities» lémaniques. A savoir pas de centre à la zurichoise mais des villes en réseaux.

X Comtesse

Xavier Comtesse, Avenir suisse

L'opinion de l'auteur invité n'engage pas la responsabilité de l'Union des Villes Suisses.



Interview

«La promotion économique doit pouvoir agir vite»



Thomas Müller, conseiller national et maire de Rorschach

Après des années de recul de la population et des emplois, la ville de Rorschach (SG) s'est lancée récemment dans la promotion économique pour attirer des entreprises. Est-ce un changement de cap dans le développement économique de la ville?

Oui. Avec sa surface de 1,7 km² déjà trop dense, Rorschach est la plus petite commune du canton de St-Gall. Entre 1964 et 2004, nous avons perdu presque 40% de nos habitants, d'abord parce qu'il n'y avait quasiment pas de terrain à bâtir pour des logements et aussi parce que le plus grand employeur, l'entreprise Feldmühle, a fermé ses portes.

Lorsque j'ai pris mes fonctions le 1er octobre 2003, je savais que Rorschach devait se fixer des objectifs clairs pour réussir à inverser la tendance. Il nous fallait des terrains à bâtir avec vue sur le lac. Il nous fallait aussi attirer des entreprises susceptibles d'être tolérées par les habitants au centre, où le tissu construit est si dense. Cela n'est pas possible du jour au lendemain. Nous avons travaillé cinq ans sur les principes de base. Aujourd'hui, les premiers résultats se font sentir. Le nombre d'habitants augmente à nouveau, de nouvelles entreprises se sont installées.

Le groupe Würth, spécialisé dans les matériaux de montage, a choisi Rorschach pour un centre de formation et d'entraînement. Quels ont été les facteurs déterminants?

La possibilité de pouvoir occuper un très beau bâtiment neuf sur un site de premier choix, directement au bord du lac, s'est révélée décisive, même si l'accès au lac reste public. De plus, la proximité de l'aérodrome d'Altenrhein est importante pour Würth. Et nous avons reçu des compliments pour notre gestion du dossier.

Du point de vue de la ville, quels sont les éléments primordiaux pour attirer les entreprises?

Il faut reconnaître les parcelles de terrain qui s'y prêtent et, en collaboration avec les anciens propriétaires, les mettre à disposition pratiquement à l'avance. Seuls ces terrains ont une chance sur le marché. Lors de l'évaluation d'un lieu d'implantation, les entreprises ne veulent pas attendre pour savoir ce qui peut être construit ou pas.

Qu'attendez-vous de l'arrivée de Würth?

Würth prévoit de créer progressivement jusqu'à 500 emplois. Si nous parvenons à faire notre travail concernant la promotion de logements modernes, l'entreprise nous apportera aussi de nouveaux habitants, et donc une nouvelle force d'achat, et donc une nouvelle force fiscale.

Quels sont à vos yeux les atouts des villes dans le développement économique?

Les villes sont le mieux à même de reconnaître les qualités des terrains à disposition et leur potentiel. Il est im-

portant de pouvoir compter sur un bon réseau pour pouvoir ouvrir directement les bonnes portes. Mais il faut aussi avoir le sens des besoins d'une entreprise qui cherche à se relocaliser. On ne vendra pas une usine vide à une clinique dentaire. Enfin, une bonne combinaison de connaissances diverses et d'expériences, mais aussi une bonne offre en infrastructures et en services, allant du marché du travail aux transports publics en passant par les écoles, la culture et le sport, peuvent se révéler des atouts décisifs.

Comment les villes peuvent-elles devenir de meilleures locomotives économiques?

La promotion économique doit pouvoir agir vite. Les entreprises sont des professionnelles de l'organisation. Elles voient très vite si une ville est un partenaire fiable ou non. Nous avons fait de bonnes expériences avec le système du «one-stop-shop». Selon ce principe, une seule personne sert d'interlocuteur et coordonne toutes les questions et les renseignements, y compris avec les autorités cantonales.

Que vous apporte la participation au programme «Projet urbain» de la Confédération, avec Montreux et Pratteln?

Certains de nos quartiers ont une substance bâtie vieillie, du fait d'une perte de population déjà ancienne. Le danger de formation de ghettos existe même dans une petite ville, avec les conséquences que l'on connaît pour les coûts de l'aide sociale. Participer à ce projet contribue à trouver des solutions.



Pleins feux sur la politique économique

La ville, lieu de créativité par excellence

La Suisse, pays du Cervin et de l'Eiger, est, en fait, un pays de villes. C'est particulièrement vrai d'un point de vue économique puisque 84% des prestations économiques proviennent des villes. Dans ce contexte, du savoir hautement spécialisé joue un rôle crucial. Cela montre une évaluation spéciale, qui a été effectuée par BAK Economics Basel pour l'UVS.

Lors de la Journée des villes à Lugano, le directeur d'Avenir Suisse Thomas Held avait déclaré qu'aucune autre publication de sa fondation n'avait suscité des réactions aussi violentes que celle consacrée aux régions métropolitaines. Pourtant, il ne s'agissait pas d'une idée virtuelle d'aménagement du territoire, mais d'une représentation des structures de l'économie et de la vie réelle. Montrant que 84% de la performance économique est créée dans les régions métropolitaines, l'étude postule que la Suisse est un pays urbain. Des enquêtes du Credit Suisse Economic Research confirment cette théorie, en établissant que 83,4% de la création de valeur en Suisse est le fait des espaces métropolitains Genève, Lausanne, Berne, Bâle, Zurich, Tessin.

L'importance économique des villes date du 19^e siècle. L'industrialisation pousse les habitants des campagnes vers les villes. C'est le début de l'urbanisation, avec des villes à la population en croissance exponentielle. Après la deuxième Guerre mondiale, des conditions de vie toujours meilleures et le développement des moyens de transport font encore grandir les agglomérations. On observe une suburbanisation.

Depuis les années 80, les distances parcourues par les pendulaires augmentent et la campagne se construit, se rapprochant de la ville, phénomène qui reçoit le nom de péri-urbanisation.

Les centres-villes se vident de leurs habitants, la création d'emplois ralentit. Les villes souffrent de la pauvreté, abritent une population de plus en plus âgée, ou au chômage. Elles doivent aussi faire face à une importante immigration.

Une nouvelle tendance se dessine depuis quelque temps. Il est à nouveau



bien vu d'habiter au centre-ville. Avec l'augmentation de la population, le nombre de places de travail a repris une courbe ascendante. Dans les principales villes d'Europe et d'Amérique du Nord, on assiste à une explosion de professions dites créatives. Scientifiques, journalistes, informaticiens, artistes ou designers ont, aux Etats-Unis seulement, créé plus de 20 millions de nouveaux emplois.

Selon le chercheur spécialisé en espaces urbains Richard Florida, trois critères rendent une ville spécialement

attrayante pour les «créatifs»: le niveau technologique, le talent et la tolérance. Le premier assure la présence d'entreprises innovantes mais aussi d'une scène artistique, le deuxième signifie que l'on accorde de plus en plus d'importance au capital intellectuel humain tandis que la tolérance assure l'ouverture d'esprit, la volonté d'intégration et une variété d'origines sociales et de styles de vie.

En va-t-il de même en Suisse et assiste-t-on à une réurbanisation des villes? Quelles sont leurs perspectives économiques? De fait, les villes participent

plus fortement que les campagnes à la croissance de la population du pays (+4,2% depuis 2000). Selon l'Office fédéral de la statistique, les villes petites et moyennes de l'Arc lémanique et l'espace Zurich-Zoug sont les plus dynamiques.

Il en va de même pour l'emploi. Entre 1995 et 2005, le nombre d'actifs n'a augmenté dans tout le pays que de 1,4%. Mais dans les espaces métropolitains de l'Arc lémanique, de Zurich et



Pleins feux sur la politique économique

de Berne, la croissance est bien plus forte (respectivement 7% et 3% pour les deux villes alémaniques). Depuis 2001, de nouvelles places de travail ont vu le jour surtout à Martigny, Nyon, Morges, Vevey, de même que autour de Zoug et dans la région schwyzoise au bord du lac de Zurich.

Mais après 2001, tous les grands centres-villes notent un recul du nombre d'emplois, à l'exception de Genève. Cela est dû surtout à la disparition de nombreuses industries, remplacées par des entreprises de services. Selon une étude de l'Institut bâlois de recherche économique BAK Economics, les plus grandes villes suisses ont augmenté leur part du tertiaire parmi les actifs jusqu'à plus de 82%. Genève est à la pointe avec une proportion de 84,8%, devant Berne avec 83,9%. Bâle, où l'industrie chimique reste très forte, est en dessous de la moyenne du tertiaire (76,5%), avec une proportion de 73,7%.

Les villes attirent surtout de nouvelles entreprises hautement qualifiées. C'est ce que montre le «quotient» de prestations scientifiques de l'économie. Si la moyenne nationale est de 1, Zurich affiche 2,31, Lugano 1,51, Genève 1,47 et Bâle 1,44. Cela n'est pas étonnant puisque les villes se prêtent particulièrement bien aux nouvelles formes de production du savoir et de la culture. Ce terreau culturel, social et économique permet aux créateurs scientifiques de s'épanouir. Pour les villes, la politique de l'avenir se doit de renforcer ces qualités typiquement urbaines. Ainsi, elles pourront continuer à jouer le rôle de moteur économique qui est le leur.

Selon une étude autrichienne «le succès économique d'une ville n'est pas dû au hasard»

Une ville ne peut jouer un rôle de moteur économique que si elle a trouvé un positionnement judicieux pour affronter la concurrence internationale. Ce constat a fourni le point de départ à une étude sur les tendances actuelles dans le domaine de la promotion économique des villes autrichiennes. Les résultats ont été présentés en mai 2008.

Comme en Suisse, les villes d'Autriche sont des locomotives pour l'économie nationale. Elles contribuent de manière importante au développement économique et donc à la qualité de vie de tout le pays. Lors de la Journée des villes autrichienne qui s'est tenue fin mai 2008 à Innsbruck, une étude a permis de dresser un état des lieux de la promotion économique dans les cités d'Autriche. Raison suffisante pour jeter un œil au-delà des frontières.

Premier constat des chercheurs: la plupart des villes appliquent des stratégies tout à fait classiques. Outre les méthodes globales ou axées sur des groupes cibles, on trouve des actions tant pour maintenir les acquis que pour attirer de nouvelles entreprises ou inciter à la formation de «clusters» (coopérations entre décideurs). Autre concept appliqué: la stratégie de diversification.

De nouvelles idées stratégiques sont nées avec la globalisation et la croissance constante du secteur tertiaire. Des programmes faisant la part belle à la formation et aux sciences ont été développés. Leur but est de tenir compte de l'importance croissante de l'innovation pour la compétitivité des entreprises et des villes. Mais l'étude révèle aussi que les régions ont de plus en plus tendance à coopérer dans le secteur de la promotion économique.

Quant aux instruments de promotion, l'incitation financière classique a perdu de l'importance dans les villes autrichiennes. Dans beaucoup d'endroits, le principal outil de la politique de développement communale continue à être l'aménagement du territoire, dans le sens de la mise à disposition de surfaces, de la planification à long terme, de l'exploitation de parcelles et de la création de parcs commerciaux et technologiques.

Récemment, de nombreuses villes ont développé des services pour les entreprises spécialisés dans les procédures ou dans l'organisation de réseaux et de forums économiques, ce type de prestations prenant de plus en plus d'importance. Enfin, les villes recourent aussi aux professionnels de la communication et de l'information pour soigner leur image.

Selon les auteurs de l'étude, les villes autrichiennes sont désormais bien équipées pour affronter les défis de la globalisation et la compétitivité accrue entre les sites potentiels d'implantation des entreprises. Les conditions-cadres définies par l'Etat pourraient cependant être améliorées. La participation politique des villes serait ainsi particulièrement souhaitable dans le secteur de la formation et de la recherche, un domaine crucial pour leur développement économique.



Prix de l'électricité: quelle évolution?

L'Union des villes suisses salue l'initiative prise par le conseiller fédéral Moritz Leuenberger de réunir les décideurs de la branche de l'électricité le 24 octobre 2008 et soutient les efforts entrepris pour atténuer les hausses de prix dans ce domaine.

Une mini-révision de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité devrait permettre de réduire les augmentations tarifaires annoncées de près de moitié. Concrètement, il s'agit d'intervenir dans les pratiques d'amortissement des réseaux, les achats d'énergie de réserve et la publication avancée des tarifs.

Les milieux concernés devaient être entendus le 12 novembre 2008. Les changements légaux pourraient entrer en vigueur le 1er janvier 2009 déjà, mais les nouveaux tarifs s'appliqueraient le 1er avril. Les différences devraient

être compensées jusqu'à l'année suivante. L'Union des villes suisses veillera particulièrement au respect des points suivants:

- Les différentes situations prévalant d'une ville à l'autre doivent être prises en compte.
- Les fournisseurs florissants ne doivent pas être pénalisés.
- La sécurité du droit doit être garantie.
- Les investissements dans la domaine de l'approvisionnement lui-même doit être garanti.

La Confédération règlera en outre d'ici fin mai 2009 au plus tard les questions concernant le timbre unique, la communication des tarifs et les modèles tarifaires permettant d'encourager l'efficacité énergétique. L'Union des villes suisses est membre des tous les groupes de travail planchant sur ces questions.

«Projet de territoire suisse»

Le «Projet de territoire suisse» suscite de vives discussions avant même l'audition agendée au printemps prochain. Le concept publié en été 2008 prévoit un réseau hiérarchique de centres avec trois espaces métropolitains, une région autour de la capitale fédérale et d'autres réseaux urbains et agglomérations. Le déclassement de Berne a provoqué toute une série d'interventions parlementaires.

Au-delà de considérations de politique régionale, le projet pose un certain nombre de questions fondamentales: quelles catégories entrent en ligne de compte? Comment sont-elles définies et sur quels critères? A quel point servent-elles de base de décision pour la répartition des moyens financiers? Quel est le rôle de la capitale du pays?

Audition de la Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil des Etats

Notre système de sécurité sociale est mal coordonné et pose parfois de mauvais jalons: c'est ce qu'ont critiqué le président de l'Initiative des villes: politique sociale et la directrice de l'UVS lors d'une audition de la Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil des Etats. Selon eux, une réforme doit impérativement soutenir de façon ciblée les groupes à risques et permettre une intervention précoce, de même qu'une prévention efficace. Une plus forte coordination par la Confédération et une meilleure coordination entre les assurances sociales – jusqu'à une fusion (partielle) doivent être envisagées. Les représentants des villes ont aussi demandé que les villes et les communes soient pleinement intégrées à toutes les phases du processus politique.



Politique

Procédures de consultation

Nouveau système de recensement: lacunes pour certaines données

Le nouveau système prévu pour le recensement 2010 décharge certes les communes, mais il prive aussi les villes de données structurelles importantes concernant les petits espaces, des informations vitales pour la politique d'agglomération. Les villes devront donc faire elles-mêmes les enquêtes pour obtenir ces données. Le cas échéant, il n'est pas impossible que des méthodes différentes soient employées. Le recensement devrait donc continuer à se baser sur des enquêtes supplémentaires concernant certains périmètres d'un canton (par exemple des villes).

L'importance des villes pour la politique du sport

L'Union des villes suisses soutient la révision totale de la Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports, qui tient compte de la grande importance des villes et des communes dans ce domaine. L'UVS salue donc la possibilité de contrats de prestations entre la Confédération et les villes et communes pour l'encouragement du sport. Des standards minimums à respecter devraient également être fixés dans la loi quant à l'enseignement du

sport. L'encouragement à la pratique du sport devrait être une tâche fédérale.

Politique de prévention: davantage de concertation

L'Union des villes suisses considère la nouvelle Loi sur la prévention comme une étape importante pour la promotion de la santé de la population suisse. Le projet de loi apporte une meilleure coordination et une harmonisation des tâches dans ce domaine.

Plusieurs mesures de prévention et de promotion de la santé ne sont possibles que si les communes et les villes collaborent étroitement. Il est donc incompréhensible que les communes ne soient pas mentionnées dans le projet de loi. L'UVS demande expressément que les associations communales soient intégrées au titre de partenaires à part entière dans la formulation des objectifs nationaux.

En outre, l'Union des villes suisses considère la création d'un Institut suisse pour la prévention et la promotion de la santé de façon critique. Pour réduire le risque de conflits de compétences et de partage problématique des tâches, il sera judicieux de placer le pilotage et la surveillance de ces nouvelles tâches au sein de l'Office fédéral de la santé publique.

les villes à l'épreuve

Collaboration étroite requise concernant les routes nationales

Contrairement à l'évaluation faite par le rapport d'accompagnement à la procédure de consultation, l'Union des villes suisses estime que l'adaptation de l'arrêté fédéral sur le réseau de routes nationales va également apporter des modifications pour les communes. L'UVS n'en remet pas en question le principe. Elle demande toutefois en particulier que les revendications des villes aient un poids particulier en ce qui concerne les routes nationales passant sur leur périmètre. La collaboration entre Confédération, villes et communes devrait être valorisée.



Les positions de l'UVS sont à lire intégralement, sur www.staedteverband.ch (en allemand).

Crise financière: quels effets pour les villes ?

La crise financière reste la préoccupation première dans l'agenda politique du pays. Ses effets sur les collectivités publiques sont encore difficiles à chiffrer.

L'Union des villes suisses a lancé une enquête pour connaître les pronostics de ses membres. Les résultats seront publiés en décembre 2008.



Agenda

Union des Villes Suisses

27 / 28 août 2009

Journée des villes
Lucerne

Renseignements:

Christina Grab

Courriel: info@staedteverband.ch

Tél.: 031 356 32 32

Initiative des Villes: Politique sociale

14 novembre 2008

Conférence d'automne :
Encouragement précoce - Investis-
sement pour une politique sociale
durable
Lausanne

15 mai 2008

Conférence de l'initiative des villes
Saint-Gall

Renseignements:

Secretariat Suisse latine

Courriel: info@initiative-villes.ch

Tél.: 021 315 72 10

15 / 16 mai 2009

Chasse au trésor :

Journée d'action pour une gestion
avisée des ressources, produits et
déchets

Organisé par: Fondation suisse pour la
pratique environnementale Pusch

Renseignements:

*Fondation suisse pour la pratique environ-
nementale Pusch, Secrétariat romand*

Courriel: bird@rds-sa.ch

Tél.: 021 624 64 94

www.environnement-pratique.ch

Conférence suisse des secrétaires municipaux (CSSM)

19 juin 2009

Assemblée générale
Région glow.das Glattal

Renseignements:

Urs Müller

Courriel: urs.mueller@wallisellen.zh.ch

Tél.: 044 832 62 40

Divers

18 novembre 2008

2ème conférence nationale de cyber-
administration
Berne

Organisé entre autres par: L'Unité de
stratégie informatique de la Confédé-
ration
Patronat: Union de villes suisses et
autres

Renseignements:

*Andreas Hugli, directeur de l'association
symposium egovernment*

Courriel: info@egovernment-symposium.ch

Tél.: 031 312 18 48

www.egovernment-symposium.ch

Impressum

Union des Villes Suisses (UVS)

Renate Amstutz, directrice

Florastrasse 13, 3000 Berne 6

Tél.: 031 356 32 32

Fax 031 356 32 33

Internet: www.staedteverband.ch

La Lettre d'information de l'UVS pa-
raît entre huit et dix fois par année.

Abonnement: info@staedteverband.ch

